NPA
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

Hôpital Pitié-Salpêtrière

Lundi 30 mai 2022

Flambée des prix, explosion des profits,
Notre colère est sans bornes

Le suspense entretenu autour du remaniement ministériel n'aura intéressé presque personne. Élisabeth Borne est certes femme et Première ministre mais son parcours, son équipe et ses idées ne sont pas de première fraîcheur. Capitaine zélée de la bourgeoisie, classée à gauche pour avoir respiré le même air que le socialiste Jospin, sa spécialité c'est la régression sociale. La réforme de la SNCF c'est elle, la RATP aussi. Mais elle sait aussi jouer de la flûte comme l'atteste son passage invisible au ministère de la Transition écologique.
Et son équipe ? Côté « transition énergétique », une fille de magnat du pétrole ayant déjà sévi au ministère de l'Industrie, cela promet ; par ailleurs, des habitués de l'argent facile, un autre qui n'entend pas quand une femme lui dit non, et puis des politiciens de droite sans date de péremption. Et au milieu de cette liste de vainqueurs sans qualités, un ministre de l'Éducation, Pap Ndiaye, qui sert juste de caution et hélas de défouloir pour l'extrême droite. Quant au programme, on peut juste dire qu'avec ceux-là le passé ne peut pas être pire que l'avenir !

Une inflation mondiale

Un cirque gouvernemental minuscule, bien loin des problèmes dans lesquels une majorité de familles des milieux populaires se débattent. L'Organisation internationale du travail estime qu'à l'échelle mondiale les prix montent de 9,2 %. Et si l'Argentine a vu une inflation sur un an de 58 %, la Turquie de 70 %, l'Iran a vu le prix de la farine augmenter de 500 %.
L'Europe n'est pas en reste, on le constate toutes et tous, puisque les experts annoncent une progression à deux chiffres, 10 % minimum cette année. En même temps, la spéculation bat son plein sur les céréales, le pétrole, les armes, et pas seulement. On assiste, et ce n'est pas nouveau, à un braquage en plein jour puisque depuis la pandémie, selon une étude d'Oxfam, le monde compte un milliardaire de plus toutes les 26 heures et un mort en raison de la misère toutes les quatre secondes.

Leurs calculs, nos choix

Leur société ne marche pas, leur économie non plus, et ils voudraient qu'on paie la note ? Près de 120 centres hospitaliers du pays sont dans l'impossibilité de fonctionner normalement, le personnel exsangue exige des embauches. Ailleurs, dans le tourisme, on fait venir de Tunisie des travailleurs pour les payer une misère avec des horaires scandaleux. La presse nous annonce une baisse du chômage mais nous constatons tous une hausse de la pauvreté, des retraites de misère, des allocations minables. Pourtant, ici et là, des hommes et des femmes, souvent dans des entreprises prestataires, des boîtes de transport, de nettoyage, dans l'agroalimentaire, se battent pour des hausses de salaire. Et parfois gagnent. C'est la voie à suivre, qui gagnerait en force si ces luttes étaient coordonnées, animées et dirigées par la base, avec des objectifs communs. Qu'y gagnerons-nous ? D'abord la dignité, l'envie de se faire respecter ensemble et unis. Et puis aussi la conscience de notre force.

Préparer la fin du saccage social

Les prix montent et les salaires sont bloqués, la catastrophe est là, alors quelles solutions ? Obtenir des primes ? Cela ne dure qu'un temps. Baisser les taxes ? Ça déplace le problème sans le résoudre avec des pirouettes fiscales. Des lois ? Les bourgeois s'en moquent. Non, en premier lieu, il faudrait imposer par la lutte que chacun puisse vivre décemment, et, toutes et tous autant que nous sommes, travailler moins, et autrement.
Vaste programme, mais nous n'avons pas le choix. Dans l'urgence, il faudrait imposer le blocage des prix des produits de première nécessité, des loyers, l'augmentation automatique et immédiate des salaires et allocations en fonction de l'inflation. Et pour cela les travailleurs et la population organisée devraient mettre le nez dans ce qu'on nous cache, en assurant la transparence et la surveillance permanente de l'économie au service du plus grand nombre.
Et s'il faut renverser la table pour être entendus, pas de souci : les prix montent, notre colère aussi, ils ont des millions, mais nous sommes des millions.



Nos salaires courent… après le Smic !

Le Smic a augmenté de 2,65 % au 1er mai dernier – 33 € nets, pas de quoi mener la grande vie ! Problème : dans la majorité des branches, les plus bas salaires se retrouvent en-dessous du Smic… et dans la fonction publique aussi ! Ça la fout mal. D'autant que le gouvernement fait mine d'inciter les groupes privés à augmenter les salaires, non pas parce qu'il se soucie des travailleurs, mais parce que ça devient dangereux pour toute l'économie. Faites ce que je dis, pas ce que je fais : pour la fonction publique, il suffirait que l'État augmente enfin le point d'indice pour rattraper la décennie de gel… mais il s'y refuse ! À la place, il se contente ce mois-ci de réhausser le minimum de traitement pour qu'il atteigne le niveau du Smic : à partir de mai 2022, les collègues de catégorie C en début de grille et des premiers échelons de catégorie B toucheront un salaire aligné sur le Smic (indice 352) soit 1 302,64 € nets mensuel (34 € nets de plus).

Résultat ? Beaucoup de collègues restent toute leur vie au salaire minimum. Et pour tous les autres, les salaires se font rattraper par l'inflation, comme ceux des aide-soignantes et auxiliaires de puériculture, à qui le gouvernement avait vendu un passage en catégorie B.

Derrière ces mini hausses du Smic, il y a en réalité une baisse générale du pouvoir d'achat puisque les autres salaires ne sont pas augmentés, et que les travailleurs payés au Smic sont de plus en plus nombreux.

Si les prix montent, les salaires doivent monter

Tout augmente : les prix, la charge de travail, les postes non pourvus… tout sauf les salaires ! L'inflation est provoquée par les grands groupes qui veulent faire plus de profits – ce n'est pas à nous de la payer ! Des Smic, les grands patrons, comme Bernard Arnaud, en encaissent **plusieurs par minute** !

Il est urgent d'exiger une **augmentation générale des salaires**, la même pour tous, mais aussi **l'échelle mobile des salaires** : indexer les salaires sur les prix, et non sur la base d'un indice gouvernemental au rabais, mais par le contrôle des prix par les travailleurs.

Hirsch interviewé lundi à France Inter : festival d'hypocrisie !

Le patron de l'AP-HP s'est posé en défenseur de l'hôpital mais pour mieux exonérer ses propres responsabilités, et à coups de remarques méprisantes : il a commencé par dire que notre colère n'était pas « surjouée » (merci du commentaire !), avant d'expliquer « il manque 1000 infirmières, on voulait créer 400 postes mais on n'a pas pu »… mince alors ! Et on peut savoir pourquoi ? Et pourquoi pas 1000 postes du coup ? On marche sur la tête. D'autant que c'est des dizaines de milliers de collègues en plus qu'il faudrait, et de tous les métiers de l'hôpital ! La titularisation de tous les contractuels et la stagiarisation immédiate !

Pour finir il a carrément dit que c'était de la faute des infirmières : elles qui « utilisent la drogue douce de l'intérim qui nous met dans des situations absolument terribles ». Visiblement il ne s'en tient pas à la drogue douce, lui, pour affirmer un truc pareil : l'intérim c'est les directions d'hôpitaux qui s'en servent pour ne pas embaucher ! Elles sont les seules responsables, avec l'État, de la situation actuelle à l'hôpital.

La direction de l'AP-HP veut même faire pire !

Face au déficit budgétaire de l'AP-HP (déficit artificiel puisque le budget donné est insuffisant !), la directrice adjointe de l'AP-HP explique que le problème vient des durées de séjour trop élevées, d'un sous-codage de l'activité réalisée et des ratios de personnels médical et paramédical trop hauts, excepté pour le personnel infirmier. Devinez ce qu'elle demande aux groupes hospitaliers ? Aggraver encore la politique menée depuis des années : mettre les patients le plus vite dehors, faire un maximum d'encodage et limiter les personnels. Pourtant rien qu'à la Pitié, ce sont plus de 200 lits qui sont fermés ! Cette politique là, on n'en veut pas ! La santé n'est pas une marchandise : non à l'hôpital entreprise !

Mardi prochain, le 7 juin : grève et mobilisation nationale pour rendre visible notre colère !

Un appel à mobilisation a été lancé par des syndicats (CGT, Sud, etc.) et les collectifs (dont les collectifs Inter-Urgences et Inter-Hôpitaux) pour le 7 juin, pour exiger une hausse des salaires et des effectifs. C'est dans chaque service que la situation est intenable, à nous de discuter dans nos équipes combien d'embauches il faudrait et combien de salaire en plus ! Et de nous organiser concrètement pour rendre visible notre colère le 7 juin et au-delà. Des grèves et actions se préparent à Bordeaux, Laval, Grenoble et bien d'autres… À nous de jouer !

Législatives : ne faire confiance qu'à nos luttes !

Les 12 et 19 juin ont lieu les élections législatives. Les 3 favoris défendront quels intérêts ? Inutile de présenter Macron, qu'on a déjà subi 5 ans, détesté des travailleurs et qui promet un nouveau vol sur nos retraites. On ne présentera pas non plus Marine Le Pen, figure de l'extrême droite xénophobe et raciste, l'ennemie de nos luttes. Quant à Mélenchon, il a fait alliance avec le PCF, le PS et les Verts, c'est-à-dire bidouillé une de ces unions dite de gauche comme on en a déjà soupé avec Mitterrand, Jospin ou Hollande, et il se voit déjà en haut de l'affiche, comme Premier ministre… de Macron. Donc à vous de voir ! Mais notre sort ne dépendra pas de ce tiercé mais de nos luttes collectives. Nous devons nous faire confiance ! C'est ce que les candidatures de l'extrême gauche révolutionnaire sont seules à dire. C'est pourquoi nous vous appelons à voter pour elles, pour celles du NPA là où il en existe, et partout ailleurs pour celles de Lutte ouvrière.